

Pour une gestion durable des pêches

Par Philippe CURY*

Les océans se vident-ils de leurs poissons ? Pourquoi trouve-t-on autant de poissons sur les étals de nos poissonneries, alors que l'on prétend que les mers se dépeuplent ? Pourquoi les pêcheurs prétendent-ils qu'il y a toujours autant de poissons ? L'aquaculture va-t-elle remplacer la pêche, qui est devenue un modèle d'exploitation trop aléatoire ?

À l'heure où de nombreux problèmes d'exploitation des ressources halieutiques se posent, dans un contexte de sécurité alimentaire de plus en plus tendu, il convient de mieux comprendre le futur de la pêche en mer et de trouver de nouvelles solutions.

La pêche : ultime activité de prélèvement d'une ressource sauvage à l'échelle industrielle

La pêche est notre dernière activité de prélèvement d'une ressource sauvage. Elle est pour le milieu aquatique l'équivalent de la chasse et permet de prélever des animaux sauvages dont la production se renouvelle naturellement sans autres contraintes que celles imposées par l'environnement. La pêche est la façon la plus écologique de se nourrir et aussi la plus ancienne. Longtemps, les ressources ont été considérées comme inépuisables, car il existait de nombreux *a priori* sur le caractère pérenne de nos ressources marines.

La littérature des XVII^e et XIX^e siècles regorge d'anecdotes illustrant le caractère inépuisable des océans. Autrefois, les ressources halieutiques paraissaient tellement abondantes et les poissons tellement prolifiques qu'il était impensable que les pêcheries puissent entamer la productivité des mers. L'immense productivité des océans fascinait les esprits. Les ressources marines semblaient se régénérer instantanément et les océans ressemblaient à des cornes d'abondance.

Dans leur *Histoire naturelle des animaux* (1756), MM. Louis-Daniel Arnault de Nobleville et Salerne décrivent l'abondance des harengs en des termes imagés : « On peut dire que leur nombre est véritablement infini, c'est-

à-dire qu'il surpasse tous les nombres connus et quelque dénombrement qu'on en voulût faire, on ne pourrait dire autre chose, sinon que leur quantité surpasse celle des étoiles visibles et télescopiques du firmament ».

Les navigateurs, au cours de leurs longs périple à travers les océans, voyaient de véritables « murs » de poissons, ou encore des hordes de baleines, et leurs témoignages excitaient les imaginations.

Daubenton dans *l'Encyclopédie* (1751-1772) consacre lui aussi une longue rubrique aux harengs, dans laquelle il souligne déjà que la pêche ne prélève qu'une partie infime de ces immenses populations que recèlent les mers :

« Quoique les pêcheurs prennent une très grande quantité de harengs, on a calculé que la proportion du nombre des harengs pris par tous les pêcheurs dans leur route est, au nombre de toute la troupe lorsqu'elle arrive du Nord, comme un est à un million. Et il y a lieu de croire que les gros poissons, tels que les marsouins, les chiens de mer, en prennent plus que tous les pêcheurs ensemble. »

Les ressources étaient inépuisables, et l'action de l'homme marginale. Il y a dans les écrits de Michelet une sorte de stupéfaction, presque d'effroi, devant les énormes quantités de harengs. Leur fécondité lui apparaissait tellement monstrueuse qu'« ils arriveraient en fort peu de générations à combler, solidifier l'océan, ou à le putréfier, à supprimer toute race et à faire du globe un désert. » Sans détour, Michelet assimilait les océans à la grande femelle du globe.

La pêche : pour combien de temps encore ?

Cette perception passée contraste singulièrement avec la situation actuelle. Au cours des cinquante dernières années, la réalité de la surexploitation de la richesse halieutique s'est imposée à une échelle globale révélant le caractère fini des ressources marines et leur fragilité face à une exploitation de plus en plus intensive.

Un bilan de l'état des pêches mondiales est publié tous les deux ans par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, *Food and Agriculture Organization of the United Nations*, <http://www.fao.org/fishery/sofia/fr>).

Les années 1950 ont marqué le début d'une croissance très rapide de l'activité de pêche, qui s'est accompagnée d'une augmentation des captures tellement forte qu'elle excédait l'accroissement de la population humaine. En l'espace de deux décennies, la production mondiale des pêches marines et continentales a été multipliée par trois, passant ainsi de 18 millions de tonnes en 1950 à 56 millions de tonnes en 1969. Durant ces années de « pêches miraculeuses », l'expansion de la pêche s'est poursuivie pour finir par devenir planétaire. Par la suite, au cours des décennies 1970 et 1980, le taux moyen d'accroissement des pêches est tombé à 2 % par an et, depuis les années 1990, il est pratiquement nul, alors que le nombre des bateaux de pêche et leur efficacité n'ont cessé d'augmenter. Il y a aujourd'hui, au niveau mondial, entre trois et quatre fois trop d'effort de pêche pour récolter des ressources qui se raréfient.

Que les pêcheries exercent leur activité dans l'hémisphère nord ou dans les eaux tropicales, qu'elles soient industrielles ou artisanales, le constat reste le même : les pêcheries mondiales ont atteint le maximum de leur potentiel selon les Nations Unies (FAO, 2012). On n'enregistre plus de développement des pêcheries et le seuil maximum des captures est aujourd'hui atteint. Les captures, qui étaient, depuis les années 1990, de l'ordre de 85 millions de tonnes déclinent à raison de 0,6 million de tonnes annuellement, en raison de l'érosion des populations de poissons (CEA, 2012), et la situation, en 2012, devient critique : 50 % des ressources étaient pleinement exploitées et 37 % surexploitées ou s'étaient effondrées, laissant très peu de place au développement de nouvelles pêcheries.

En réalité, au fil des évaluations publiées par la FAO, des tendances lourdes se dégagent et montrent une dégradation constante des productions halieutiques. En 2006, une équipe dirigée par Boris Worm, de l'Université de Dalhousie (au Canada), a calculé qu'au milieu du XXI^e siècle (en 2048, pour être précis !), les espèces le plus couramment pêchées aujourd'hui pourraient avoir disparu, si la pression humaine (surpêche, pollution et destruction des milieux) continue au rythme actuel. Pour la première fois, l'exploitation d'une des principales ressources alimentaires mondiales montrait ses limites, et cela nous pose la question du futur des océans.

L'information a fait la « une » de la presse internationale et des évaluations plus récentes confirment qu'effectivement, 63 % des stocks devraient être restaurés, car ceux-ci sont surexploités (Worm et al., 2009). Chacun se sent interpellé, mais aussi dépassé par l'ampleur du problème. Comme pour le climat et les rejets de gaz à effet de serre, il est question d'un point de non-retour pour la planète, même si, dans le cas de la pêche, il ne s'agit pas de l'épuisement des ressources fossiles, comme le pétrole ou le charbon, mais de l'épuisement des ressources vivantes marines.

La pêche continue cependant de jouer un rôle essentiel en nourrissant plus d'un milliard d'êtres humains. De plus, la demande de poisson par habitant s'accroît à un rythme soutenu. L'appétit croissant pour le poisson fait peser une pression toujours plus forte sur les ressources sauvages et pose la question de la durabilité de l'exploitation des ressources marines.

Depuis les années 1960, la disponibilité des poissons et des produits de la pêche par habitant a pratiquement doublé (la consommation moyenne mondiale atteint aujourd'hui 19 kg par personne et par an), gagnant ainsi de vitesse la croissance démographique, qui a également plus que doublé au cours de la même période.

Dans les *pays à faible revenu et à déficit vivrier* (PFRDV), où la consommation actuelle de produits de la mer est proche de la moitié de celle des pays les plus riches, la contribution du poisson à l'apport total en protéines animales est considérable (elle approche les 20 %).

Dans certains pays à forte densité de population, qu'ils soient insulaires ou côtiers, les protéines de poisson contribuent de façon décisive au régime alimentaire, fournissant un pourcentage au minimum de 50 % du total protéique (c'est notamment le cas du Bangladesh, de la Corée du Nord, du Ghana, de la Guinée, de l'Indonésie, du Japon et du Sénégal).

Le poisson est la denrée alimentaire la plus échangée au niveau mondial (40 % des captures sont échangées sur le marché mondial). Ainsi, l'Europe (qui a surexploité ses eaux côtières dès le début du XX^e siècle) importe aujourd'hui 40 % des produits marins qu'elle consomme.

En France, nous importons pour 4 milliards d'euros de produits marins en 2009, alors que la pêche dégageait un chiffre d'affaires de 1,7 milliard d'euros. Ainsi, si nos poissonneries sont bien approvisionnées, c'est parce que les produits de la mer proviennent d'autres pays, ceux du Sud notamment qui ont de moins en moins accès aux poissons, devenus trop chers pour leur population. Deux exemples symboliques sont ceux de la fausse morue et du thiof, dont les prises sur la côte nord du Sénégal sont passées de 1 500 tonnes à 50 tonnes en trois décennies (Thiao et al., 2012) et dont l'abondance a diminué de 96 %. Le thiof, une variété de mérou qui constituait le plat traditionnel sénégalais, est aujourd'hui remplacé par les sardinelles, dans les assiettes des consommateurs du Sud, tout en étant devenu un produit de luxe vendu quelque 60 euros le kilo sur le marché espagnol.



© Joncheray/ANDIA

« Le poisson est la denrée alimentaire la plus échangée au niveau mondial (40 % des captures sont échangées sur le marché mondial). », film plastique permettant la conservation de poissons pêchés jusqu'à leur vente à la criée.

La situation de la richesse halieutique des eaux européennes est critique

Les limites de l'exploitation halieutique se profilent à l'échelle de la planète et la compétition pour l'exploitation des ressources accessibles a entraîné une « course au poisson » et la surexploitation.

La *Politique commune (européenne) des pêches* (PCP) vise à promouvoir une pêche durable. Elle comporte donc des mesures destinées à éviter la surpêche et à limiter la taille de la flotte de pêche des pays membres de l'Union européenne.

Dans son Livre vert d'avril 2009 sur la réforme de la PCP, la Commission européenne a reconnu que la réforme de 2002 n'avait pas permis d'atteindre cet objectif et a attribué cet échec à la surcapacité chronique des flottes de pêche (qui perdure depuis plus de vingt ans).

En conséquence, dans la très grande majorité, les stocks de poissons de nos mers européennes sont surexploités, ainsi les captures totales ont fondu passant de sept à quatre millions de tonnes au cours des vingt dernières années. Pour 88 % des stocks de l'Atlantique Nord, le degré d'exploitation est supérieur au rendement durable, et parmi ces stocks, 30 % se trouvent en deçà des limites biologiques de sécurité (CCE, 2011). Pour la Méditerranée, 92 % des stocks sont surexploités et seuls des poissons,

comme les sardines et les anchois, restent exploités dans des conditions normales.

Ce n'est pas seulement le surplus (les intérêts, par analogie au capital) produit par les populations marines qui a été prélevé, mais c'est également le stock reproducteur (le capital).

Les progrès technologiques qui ont permis d'améliorer la vie en mer et l'efficacité de pêche des bateaux, sont devenus en très peu de temps un problème récurrent au niveau planétaire : il y a encore trop de bateaux de pêche suréquipés (avec leurs moyens de localisation, comme les GPS, ou de repérage du poisson, comme les sonars et les échosondeurs), qui sont devenus trop efficaces pour des ressources halieutiques qui ne cessent de se raréfier.

L'activité de pêche ne détruit pas seulement les habitats, elle affecte également la biodiversité, du fait qu'elle privilégie des engins de pêche peu sélectifs, comme les chaluts (ces larges filets traînés sur les fonds détruisant la flore et la faune benthiques inféodées au sol sous-marin), qui rejettent annuellement plusieurs dizaines de millions de tonnes de poissons, de crustacés ou d'autres animaux aquatiques non commercialisables. En Méditerranée, les populations de quatre des cinq espèces de requins qui y vivent ont diminué de plus de 97 % en moins de vingt ans, mettant en péril ces espèces. Le coût annuel de cette surexploitation au niveau mondial est abyssal. La destruction

de la richesse économique, au niveau mondial, est estimée à 51 milliards de dollars, alors que le produit de la pêche est de l'ordre de 85 milliards de dollars (selon le rapport de la Banque Mondiale). Les subventions accordées sont également disproportionnées et sont souvent sans effet pour corriger les problèmes des pêcheries. En France, le montant des subventions allouées au secteur durant les trois dernières décennies est comparable à la valeur des débarquements annuels. Loin d'avoir résolu les problèmes structurels, elles n'ont fait, au contraire, qu'engendrer les crises récurrentes que connaît le secteur. La rentabilité de l'activité de pêche est devenue problématique et il est difficile d'envisager un futur pour ce secteur d'activité. La Gazette de Sète (principal port de pêche français sur la Méditerranée) titrait, le 3 janvier 2013 : « La plaisance va-t-elle remplacer la pêche ? », devant le constat amer d'un nombre de chalutiers qui est passé de plus de quarante à quatre, en moins de vingt-cinq ans.

Les effets indirects de la pêche sur la biodiversité marine

La pêche a un impact fort sur les espèces qu'elle cible en les surexploitant. Mais les effets indirects sur les autres composantes de l'écosystème marin sont également importants. C'est donc bien l'ensemble de cet écosystème qui est touché par la pêche industrielle.

Les poissons de petite taille (encore appelés poissons fourrages), situés en début de la chaîne trophique, constituent une part de plus en plus importante des captures. On trouve de plus en plus de sardines, d'anchois, de harengs et d'autres petits poissons pélagiques dans les filets des pêcheurs, et de moins en moins de gros poissons, tels que les morues, les flétans, les colins, les mérus, etc.

Les pêcheurs ciblent les poissons carnivores de grande taille situés en haut de la chaîne trophique, car ceux-ci ont une valeur commerciale élevée.

Cette diminution de la taille des poissons dans les captures est un des symptômes clairs d'une surexploitation généralisée des stocks de poissons : les tailles des poissons diminuent et les océans renferment en majorité des poissons juvéniles, de petite taille.

Les scientifiques commencent à mesurer l'ampleur de ce phénomène. Les connaissances du fonctionnement du milieu marin, même si elles sont incomplètes, laissent présager que la diminution massive (en moyenne de 87 %) des espèces prédatrices (requins, marlins, espadons, mammifères marins, tortues marines...) a des conséquences importantes sur l'ensemble des écosystèmes marins, car elle en bouleverse la structure et le fonctionnement. Dominés par des espèces de petite taille et à courte durée de vie, les écosystèmes deviennent beaucoup plus sensibles aux variations climatiques.

Comme les poissons prédateurs deviennent rares, les petits poissons fourrages qui constituent leur nourriture sont convoités par les pêcheurs. Aujourd'hui, plus de 37 % des captures mondiales sont composés de ces petits poissons, qui sont transformés en farine et en huile pour l'ali-

mentation animale destinée à l'aquaculture, notamment. Ainsi, sardines, anchois, maquereaux, sprats ou bien krills (des petites crevettes), qui servent de nourriture à l'ensemble des prédateurs marins, deviennent à leur tour surexploités. Les oiseaux et les mammifères marins, mais aussi les gros poissons, se nourrissent de ces espèces, qui sont le véritable « fuel » des écosystèmes. Après les gros poissons, ce sont les petits poissons qui sont surexploités, avec des conséquences importantes sur le fonctionnement des écosystèmes. En Namibie, par exemple, un des écosystèmes les plus productifs à l'échelle mondiale, la population de sardines, qui avait atteint 10 millions de tonnes dans les années 1960, a été surexploitée et s'est effondrée dans les années 1970 (Roux et *al.*, 2013). L'abondance est devenue négligeable et les prédateurs marins comme les oiseaux (manchots ou encore les fous du Cap) sont morts de faim. Les populations d'oiseaux ont ainsi vu leur effectif diminuer de plus de 80 % en moins de trois décennies et sont aujourd'hui en danger. L'écosystème a basculé dans un autre type de fonctionnement (en écologie, on appelle ce basculement « un changement de régime », ou *regime shift*, en anglais) et les méduses se sont mises à proliférer. Aujourd'hui, l'abondance des méduses (dont le poids est estimé entre 12 et 20 millions de tonnes) représente deux fois et demi celle des poissons. Les pêcheurs namibiens n'exploitant pas les méduses doivent attendre des jours meilleurs, où les poissons reprendront le dessus. Cependant, personne ne sait à ce jour combien de temps il faudra attendre pour que cette zone marine recouvre sa grande productivité en poissons.

Pourquoi les pêcheurs pensent-ils qu'il y a toujours beaucoup de poisson dans la mer ?

Une bonne perception du milieu marin – un milieu invivable et silencieux – n'est pas toujours partagée. Les pêcheurs connaissent parfaitement le milieu marin et sont capables, avec les moyens technologiques modernes dont ils disposent et grâce à leur expérience, de localiser les poissons. Dans des médias, comme par exemple l'hebdomadaire *Le Marin*, les pêcheurs tiennent souvent les propos suivants : « Les chercheurs exagèrent : il y a plus de poissons qu'avant !... », « S'il n'y a pas de bons pêcheurs, à bord des navires de recherche, vous ne trouverez pas le poisson et les estimations d'abondance ne seront pas bonnes... », « Le chalutage existe depuis très longtemps, si, vraiment, il détruisait les habitats, il n'y aurait plus de poissons depuis longtemps ! », « Si les pêches s'arrêtent, ce ne sera pas faute de poisson ! ».

Bien évidemment, ces propos traduisent des perceptions différentes du milieu marin entre les pêcheurs et les chercheurs, chacun ayant une façon particulière d'appréhender la ressource. Si les chercheurs évaluent les abondances globales et la répartition des populations de poissons sur l'ensemble de leurs habitats, les pêcheurs sont, quant à eux, experts pour détecter les abondances locales. Un exemple illustre cette différence d'appréciation et permet de comprendre la réaction des pêcheurs face à une

diminution d'abondance, voire à un effondrement d'une ressource halieutique donnée. Au Canada, sur les bancs de Terre-Neuve, les populations de morues se sont littéralement effondrées en 1992, après quatre siècles d'exploitation. Les cartes de répartition de l'espèce avant et après son effondrement montrent, d'une part, que la ressource a littéralement disparu de nombreuses zones autrefois exploitées et que les poissons, dans la période récente, se sont fortement concentrés dans une toute petite zone de leur habitat historique, qui a été vite repérée par les pêcheurs. Ainsi, ces poissons en s'effondrant se sont concentrés, donnant l'impression trompeuse qu'ils étaient plus abondants qu'auparavant, alors qu'ils avaient diminué de 96 % ! Les pêcheurs ont trouvé « plein » de poissons, alors que ces derniers s'étaient complètement effondrés.

Pour une pêche responsable et durable

Dans un objectif d'incitation à une démarche de précaution et dans un véritable effort de construction de la pêche de demain, la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) a jeté les bases d'une approche écosystémique des pêches. En établissant, en 1995, un code de bonne conduite pour des pêches responsables, une dimension nouvelle est apparue avec le principe de précaution appliqué aux pêcheries. Il s'agit, en l'occurrence, d'une tentative affichée de réconcilier la conservation et l'exploitation de la ressource. Il ne s'agit pas de rejeter l'activité de pêche en tant que telle, mais de responsabiliser celle-ci ainsi que les instances décisionnelles dans l'exploitation des ressources renouvelables marines : le devenir de l'activité de pêche dépend largement de l'état de santé des écosystèmes marins. Avec la déclaration de Reykjavik (en 2001), qui a ensuite été avalisée durant le Sommet mondial sur le Développement durable tenu à Johannesburg en 2002, les États se sont engagés à respecter un cadre international et un agenda pour lequel des objectifs de conservation et d'exploitation sont désormais fixés. Ces objectifs ont été repris récemment, notamment les objectifs 6 d'Aichi qui vise à restaurer les stocks surexploités et à mettre en œuvre cette approche écosystémique à échéance 2020.

Reste à savoir si les gouvernements intégreront dans leur législation la responsabilisation des pêcheries prônée par les Nations Unies, à l'heure où une gestion responsable et précautionneuse de la pêche est le minimum requis pour assurer la viabilité de la ressource et de son exploitation.

Si les pêches maritimes ne veulent pas devenir une activité encore plus marginale faute de ressources, il faudra réduire le nombre des bateaux et leur activité, reconstituer les stocks de nombreuses espèces de poissons qui se

sont effondrées et réconcilier conservation et exploitation de la ressource, c'est-à-dire rendre les pêcheries davantage respectueuses de leur environnement.

Plusieurs pays (par exemple, l'Australie, l'Afrique du Sud ou la Nouvelle-Zélande) ont montré qu'une gestion écosystémique effective de leurs ressources marines permet aux pêches locales de maintenir leurs emplois tout en conservant l'état de santé et la productivité des océans. Il s'agit d'une vision partagée d'une société désirable qui ne considère pas la pêche comme une série de razzias, mais bien comme une activité durable, respectueuse de l'environnement.

Note

* Directeur de Recherche - IRD (Institut de Recherche pour le Développement).

Bibliographie

Banque Mondiale, *The sunken billions: the economic justification for fisheries reform*, Washington DC, 2008.

Cour des Comptes européenne (CCE), *Les mesures prises par l'Union européenne ont-elles contribué à l'adaptation de la capacité des flottes de pêche aux possibilités de pêche existantes ?*, rapport spécial n°12, 2011.

California Environmental Associates (CEA), *Charting a Course to Sustainable Fisheries, Report July 18th, 2012*.

CLÉACH (Marcel P.), « Marée amère : pour une gestion durable de la pêche », *Les rapports de L'OPECST*, p. 175, 2008. (www.senat.fr/noticerap/2008/r08-132-notice.html)

CURY (Philippe) & MISEREY (Yves.), *Une mer sans poissons*, Calmann-Lévy, 2008.

CURY (Philippe M.), BOYD (I. L.), BONHOMMEAU (S.), ANKER-NILSEN (T.), CRAWFORD (R. J. M.), FURNESS (R.W.), MILLS (J.A.), MURPHY (E.J.), ÖSTERBLOM (H.), PALECZNY (M.), PIATT (J.F.), ROUX (J.-P.), SHANNON (L.) & SYDEMAN (W.J.), "Global seabird response to forage fish depletion - One-third for the birds", *Science* 334, pp. 1703-1706, 2011.

CURY (Philippe) & PAULY (Daniel), *Mange tes Méduses ! Réconcilier cycles de la vie et flèche du temps*, Éd. Odile Jacob, 2013.

FAO, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*, 2012. (<http://www.fao.org/fishery/sofia/fr>).

THIAO (Djiga), LALÔË (Francis), SAMBA (Alassane), CHABOUD (Christian) & CURY (Philippe M.), "Globalisation induced durable collapse of the 'false cod' (*Epinephelus aeneus*) by the Senegalese small-scale fishery", *African Journal of Marine Science*, 34:3, pp. 305-311, 2012 (*in press*).

ROUX (Jean-Paul), VAN DER LINGEN (Carl), GIBBONS (Mark J.), MOROFF (Nadine E.), SHANNON (Lynne J.), SMITH (Anthony D.) & CURY (Philippe M.), "Jellification of marine ecosystems as a consequence of overfishing small pelagic fish: lessons from the Benguela", *Bulletin of Marine Science*, 2013 (*in press*).

WORM (Boris) et al., "Impacts of biodiversity loss on ocean ecosystem services", *Science* 314, pp. 787-790, 2006.